ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1622 – 13 août 1999 – prix : 9F

Hôpitaux, Sécurité sociale privatisations, services publics...

COMME JUPPÉ HIER JOSPIN ET AUBRY SACRIFIENT L'INTÉRÊT DE LA POPULATION AUX PROFITS DES CAPITALISTES

M 6189 - 1622 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Les chômeurs ne diminuent que dans les statistiques
5 – Profits records
– Et le sport dans tout ça ?
8 – Voynet fait ses devoirs de vacances sous la dictée de Jospin
– Sécurité sociale : des profits à la carte
– Fruits : le vol organisé des producteurs et des consommateurs
10 – Pour les groupes capitalistes, «c'est cadeau»
– Les «carpistes» n'acceptent pas d'être piégés
– Bagarres bancaires

Tribune

4 – Haro sur l'hôpital

Dans le monde

6/7 – Kosovo :
• Les va-t-en-guerre impérialistes ne peuvent apporter de solutions aux peuples
• Après la guerre, la chasse… au pactole
• Rester ou repartir, les réfugiés doivent pouvoir choisir
7 – La mort de deux jeunes Guinéens : les larmes de crocodile
– Europe de l'Est : l'économie de marché aggrave la misère

Dans les entreprises

9 – SNCF Orléans-Les Aubrais : chronique d'un été «ordinaire»
– EDF-GDF :
• Vraies-fausses embauches
• Un licenciement qui ne passe pas
10 – La Poste :
• Inégalité de services
• De bonnes affaires sur notre dos et celui des usagers

Lire

11 – *Personne pour m'accompagner* de Nadine Gordimer
– *Sauve-du-mal et les tricheurs* de Dominique Muller
– *Les audiences* de Sir John de Bruce Alexander

12 Les militants de Lutte Ouvrière dans votre ville

Samedi 21 août soyons nombreux à la MANIFESTATION POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS

Il y a trois ans, le 23 août 1996, le gouvernement d'Alain Juppé envoyait gendarmes et policiers expulser de l'Eglise Saint-Bernard, à Paris, les étrangers sans-papiers en lutte qui s'y étaient réfugiés. Lionel Jospin, Ségolène Royal, Jean-Pierre Chevènement et d'autres, alors dans l'opposition, critiquaient sévèrement la politique de la droite au pouvoir sur le problème de l'immigration.

Pendant les mois qui suivirent cette odieuse expulsion, la perspective d'une campagne électorale prochaine poussa les dirigeants socialistes et leurs alliés à faire des promesses concernant la régularisation des sans-papiers. Mais une fois les élections gagnées, ces mêmes dirigeants de gauche devenus ministres n'ont pas tenu leurs promesses. Ils ont encouragé les sans-papiers à déposer des dossiers, mais en ont refusé la moitié. Et aujourd'hui ce sont eux qui, dans ce pays condamnent des dizaines de milliers de sans-papiers à vivre dans la clandestinité, les traduisent devant les tribunaux, les emprisonnent ou les expulsent et opposent une fin de non recevoir, voire des menaces à tous ceux qui réclament la seule mesure juste à prendre : la régularisation de tous les sans-papiers.

Alors nous n'avons pas oublié l'expulsion de l'Eglise Saint-Bernard, à coups de haches. Mais nous n'oublions pas les retournements des dirigeants du gouvernement Jospin et nous n'acceptons pas la situation faite aux étrangers sans-papiers aujourd'hui. C'est pourquoi nous nous associons à la manifestation organisée le **samedi 21 août 1999, à 15 heures à Paris de Couronnes à Saint-Bernard** par la Coordination nationale des sans-papiers qui dénonce la politique menée sur ce problème en France et dans divers pays d'Europe et nous sommes solidaires des revendications que les organisations des sans-papiers mettent en avant :

– La régularisation de tous les sans-papiers
– L'arrêt des expulsions et le retour des expulsés
– La fermeture des centres de rétention des étrangers
– La libération immédiate de Binazon et sa régularisation
– La libération immédiate des détenus pour défaut de papiers
– L'abrogation de toutes les lois anti-immigrées et l'abolition de la double peine.

Marseille

Pour «réhabiliter» le centre-ville au profit des riches

LES FLICS DÉLOGENT LE DAL

C'est manu militari que CRS et policiers, le jeudi 22 juillet, ont expulsé de leur permanence du centre-ville les militants du DAL (Droit au Logement). Pour faire bonne mesure, dans l'heure qui suivit, les entrées de l'immeuble ont été murées hermétiquement. Grand seigneur, la mairie a donné en compensation au DAL un vieux garage insalubre, sans fenêtres, de 40 m².

Depuis 1995, la permanence du DAL se trouvait en plein centre-ville, près de la grande Poste Colbert. Les locaux étaient suffisamment importants pour permettre d'accueillir, d'aider une multitude de gens touchés de plein fouet par les problèmes liés aux difficultés de trouver, de garder un logement.

Remplir les nombreux papiers pour demander un logement, préparer un dossier pour l'allocation, ou simplement trouver un foyer pour passer la nuit, voilà à quoi servaient ces locaux. Près de 20 salariés et deux stagiaires y travaillent, aidés par des militants bénévoles.

Pour tenter de justifier son action la mairie a semblé trouver peu légal l'accueil des sans-abri qui ne veulent pas ou ne peuvent pas dormir dans les foyers excentrés, où il n'y a d'ailleurs plus de place. Elle trouve aussi peu légale la formation juridique donnée à des militants du DAL.

La raison la plus vraisemblable de cette expulsion brutale en pleines vacances est l'urgence pour la mairie de régler ce problème lié à la spéculation sur le centre-ville. La présence du DAL et des sans-abri gênait et cela d'autant que, d'après le DAL, la mairie de Marseille a déjà vendu cet immeuble à une société proche de la SNCF.

Des négociations étaient d'ailleurs en cours et une décision de relogement décente du DAL devait être examinée en septembre. Rien ne justifiait donc cette intervention brutale des pouvoirs publics en pleine période de vacances.

La ville de Marseille compterait 35 000 logements vides dont 6 000 au centre-ville. Mais la maire, J.C. Gaudin, ne semble pas vouloir d'une permanence du DAL au centre-ville qui est en pleine réhabilitation. Car pour y installer des bureaux, des annexes des universités, inciter les riches à investir et à venir, il faut d'abord chasser les pauvres vers les quartiers excentrés. Et c'est cela que la mairie a décidé de faire.

Depuis le 22 juillet, la permanence du DAL se tient en plein air sous les arcades de la rue Sainte-Barbe devant l'entrée murée du local, et chaque nuit des militants du DAL et des sans-abri continuent cette protestation dans la rue.

L'accueil et l'information malgré les conditions difficiles continuent donc. Et bien des gens passent leur souhaiter bonne chance !

Orléans

NON AUX EXPULSIONS !

A l'appel du DAL, de la CGT et de plusieurs organisations politiques, un rassemblement a eu lieu mardi 10 août pour protester contre les expulsions d'une trentaine de familles par l'Office public d'HLM.

Parmi les expulsés, une majorité vit du RMI. Ceux qui travaillent sont en situation précaire, ils sont intérimaires ou ont un CES. Avec leur faible revenu, ils se retrouvent endettés lourdement. Les retards de loyers s'accumulant, on leur supprime les APL, cela ne fait qu'aggraver leur situation car ce sont des loyers entiers qu'ils ont à payer.

Des dizaines de personnes sont aujourd'hui à la rue, certaines vivent dans des caves, d'autres ont été hébergées par des amis. Cette situation est indigne. Le gouvernement s'est attaqué aux plus modestes en affirmant baisser les intérêts des livrets de caisse d'épargne pour favoriser la construction de logements sociaux. C'est un prétexte hypocrite, à la faveur de l'été ce gouvernement de la gauche plurielle continue à autoriser les expulsions. Dans l'immédiat les associations exigent que tous les locataires soient relogés au plus vite, et que leurs dossiers soient réexaminés.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE
internet : http://www.worldnet.fr/~lo-uci e-mail : lo-uci@worldnet.fr

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 11 800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

La pilule Jospin-Aubry

UN MÉDICAMENT QUI A FAIT PREUVE DE SON EFFICACITÉ

Décidément, le gouvernement est le digne successeur de celui de Juppé, puisque toutes les mesures que prévoit Martine Aubry sous prétexte de lutter contre le déficit de la Sécurité sociale vont dans le même sens que celles que voulait mettre en place le gouvernement précédent.

Il y a déjà un certain temps qu'en province on supprime des services d'urgences ou des maternités, ou qu'on ferme des hôpitaux entiers, en affirmant hypocritement que c'est pour faire profiter les malades de soins de meilleure qualité, dans des établissements mieux équipés et dotés d'un personnel plus compétent. Mais à quoi sert un meilleur équipement, ou un personnel théoriquement plus compétent, quand par suite des temps de transport, des mauvaises conditions de circulation, le patient arrive trop tard à l'hôpital ? En réalité, la seule solution acceptable, la seule qui serait véritablement un progrès, ce serait l'existence d'hôpitaux de proximité bien équipés, où il y aurait un personnel compétent. Mais Martine Aubry a beau affirmer qu'il s'agit de mettre à la disposition de la population un système plus performant, elle se moque bien de l'intérêt de la population. Les seuls dont elle se soucie vraiment, ce sont les détenteurs de capitaux (et pas seulement des médecins, mais aussi de grandes sociétés) qui ont investi dans l'hospitalisation privée, et notamment dans les cliniques chirurgicales. La nouvelle organisation de la carte sanitaire leur fait en effet la partie belle, selon la vieille règle qu'ont observée tous les gouvernements : donnons le rentable au privé et laissons le déficitaire au public.

L'annonce de modifications concernant le remboursement d'un certain nombre de spécialités pharmaceutiques va de la même manière aboutir à faire supporter de manière bien tangible aux seuls assurés sociaux des mesures qui ne changeront sans doute pas grand-chose au « trou » de la Sécurité sociale. Il s'agit nous dit-on des médicaments qui n'auraient pas « *prouvé leur efficacité* ». Mais s'ils sont rigoureusement inactifs, pourquoi le ministère de la Santé leur a-t-il accordé une « *autorisation de mise sur le marché* » qu'il n'envisage même pas de leur retirer ? Et s'ils ont une activité, si faible, si limitée soit-elle, pourquoi les assurés sociaux ne pourraient-ils pas y recourir ?

Car ce ne sont pas les industriels de l'industrie pharmaceutique qui souffriront de ces mesures : ceux-là, depuis des années que l'on essaie de nous faire croire que nous consommons trop de médicaments, ont développé tout un secteur de produits non remboursés, d'autant plus rentable qu'il s'agit généralement de molécules amorties depuis longtemps, et ils peuvent en outre vendre ces produits aussi chers qu'ils le souhaitent, dans la mesure justement où ils ne sont plus remboursés. Ceux qui pâtiront de telles mesures, ce seront une fois de plus les malades, habitués à un produit qui les soulageaient, et qu'ils devront payer entièrement de leur poche, et encore plus cher.

La meilleure preuve que les intérêts des industriels préoccupent bien plus Martine Aubry que ceux des assurés sociaux, c'est qu'il y a une catégorie de produits qui n'ont jamais fait la preuve scientifique de leur efficacité, et qui n'a pas été cité parmi les familles de médicaments dont on devrait modifier le remboursement : il s'agit des produits homéopathiques, fabriqués par de gros industriels français à qui le gouvernement ne souhaite visiblement pas faire de peine !

En réalité, le déficit de la Sécurité sociale n'est pas dû en premier lieu à l'augmentation des dépenses de santé (et il est normal que, le progrès aidant, on se soigne plus et mieux aujourd'hui qu'il y a cinquante ans). Ce déficit est d'abord dû à l'amenuisement des rentrées de la Sécurité sociale, parce qu'il y a dans le pays des millions de chômeurs et d'emplois payés en dessous du SMIC, et parce que les salaires de ceux qui ont un « vrai » emploi sont bloqués de fait depuis des années. Mais ce n'est manifestement pas sur le gouvernement Jospin qu'il faut compter pour s'attaquer aux véritables causes du mal.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

HARO SUR L'HÔPITAL

Bernard Kouchner a clôturé en juin 1999 les « États Généraux de la Santé » en évoquant les États Généraux de… 1789. La drôle de révolution qui devrait suivre sera plutôt salée.

La méthode Kouchner, c'est comme la méthode Jospin : avancer masqué, faire étalage de concertation… et poursuivre tambour battant la politique de ses prédécesseurs. Les Agences Régionales d'Hospitalisation, créées par Juppé sont à l'œuvre. Elles ont le pouvoir (et s'en servent) de supprimer des services jugés « inutiles », voire des établissements entiers, d'imposer fusions et restructurations. Depuis 1996, le budget global des hôpitaux, compte tenu de l'inflation, baisse chaque année. Sur les huit dernières années, 11 % des lits d'hôpitaux ont été supprimés.

Les premiers schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS) pour la période 1999-2004 prévoient de nombreuses fermetures (services « trop peu occupés », petites maternités pour « raison de sécurité », urgences…).

L'heure est à la « complémentarité » public privé, et l'on ferme des services assurés par la clinique voisine. Des hôpitaux vont louer leurs locaux à des cliniques. Un véritable cadeau aux cliniques : l'hôpital public assume les services non rentables comme les urgences, et les cliniques accaparent les activités lucratives comme la chirurgie, tout en bénéficiant des infrastructures publiques.

Le gouvernement compte bien aller plus loin encore. Pour cela, c'est devenu une tradition, il agite le trou de la sécu. Une blague, ce déficit de 10 ou 20 milliards, qui représente moins de 1 % du budget de la sécu. Il fait couler bien plus d'encre et de salive que les 200 milliards de déficit de l'État, qui eux représentent plus de 10 % du budget (mais sur lequel on ferme les yeux puisqu'il sert à assister le patronat).

Là aussi, le gouvernement avance masqué. Ce n'est pas lui qui lance directement le dernier plan d'attaque destiné à combler ce trou, mais le conseil d administration de la caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), à gestion paritaire, un certain « plan Johanet », du nom de son directeur. Ledit plan prévoit entre autres la réduction des remboursements de certains médicaments jugés peu efficaces, un contrôle accru sur les médecins et les assurés. Les malades « trop consommateurs » de médicaments pourraient être convoqués pour s'expliquer et voir leurs remboursements réduits.

Sur 62 milliards d'économies prévus sur 5 ans, ce plan compte en faire la moitié sur le dos des hôpitaux publics, en accélérant les restructurations. D'après les directeurs d'hôpitaux, cela imposerait une suppression de 160 000 emplois dans les hôpitaux, 20 % du personnel actuel.

Bien entendu, ce projet ne peut être mis en œuvre qu'avec l'aval du gouvernement. Celui-ci « attend » pour se prononcer. On assiste à des échanges entre Aubry et le MEDEF qui rappellent ceux sur les 35 heures. Même cinéma, à la nuance près que cette fois le patronat s'arroge l'initiative. Le MEDEF fait monter les enchères et menace de quitter ses postes à la CNAM si le plan Johanet n'est pas repris. Aubry « s'interroge » sur le plan. Dans le même temps, Kouchner réunissait ses « États Généraux de la Santé », dont il ressort… que le gouvernement est pour la concertation et la discussion, « au profit de tous » (entendez par là au profit du patronat avec l'aval des syndicats).

Comme pour la loi Aubry ou les retraites, ce petit jeu prépare les attaques contre les travailleurs et la protection sociale. Outre le plan Johanet, il y a entre autres la question des 35 heures dans les hôpitaux dont le gouvernement voudrait faire un moyen de « mobilité » accrue.

Le gouvernement sait que ces dossiers peuvent être explosifs. Ils concernent l'ensemble de la population et en particulier les 800 000 travailleurs des hôpitaux publics, sans oublier les malades ! Le gouvernement compte bien avoir les centrales syndicales de son côté. La CFDT, qui préside la CNAM, est rédactrice du plan Johanet, rien de moins, et le soutient sans faille. La CGT est plus hypocrite. Elle a déclaré qu'elle pouvait « envisager » de voter un texte de réductions des dépenses. Aujourd'hui elle déclare que des propositions sont « positives », et qu'il faut avancer le débat sur d'autres. Le message est clair : la CGT ne compte pas s'attaquer à ce plan.

Pourtant, il existe un fort mécontentement dans les hôpitaux, qui malheureusement s'est traduit jusqu'ici par des mouvements extrêmement localisés. Il faut dire que les grandes centrales ont tout fait pour que ces mouvements restent isolés (dans le cadre d'un hôpital, voire d'un service), quand elles n'ont pas pu les empêcher.

On retrouve ici la même politique syndicale que pour la loi Aubry : pas de contestation du cadre, mais on repousse tout à des luttes locales hypothétiques. C'est une façon de faire passer les mesures anti-ouvrières. Cela dit, Notat, Thibault, Aubry, Kouchner et le patronat se concertent, mais les travailleurs comme les militants disposent. Le gouvernement a tout prévu, sauf l'imprévu !

M.C.

Le numéro 4 de juillet-août de Convergences Révolutionnaires, revue éditée par la tendance Révolution ! de la LCR et la fraction L'Étincelle de LO, est paru. Au sommaire : « *Après les élections, quelle politique pour l'alliance LO-LCR ?* » ; un dossier sur le travail précaire ; des articles sur la seconde loi Aubry, les prétendues 35 heures à la SNCF, le bilan dramatique de la guerre en ex-Yougoslavie.
Prix du numéro, 10 F. Abonnement – 6 numéros : 60 F.
Abonnement de soutien : 100 F. Transmettre en écrivant au journal.

Leur société

LES CHÔMEURS NE DIMINUENT QUE DANS LES STATISTIQUES

Manifestation de chômeurs.

LO

Martine Aubry est partie en vacances satisfaite, comme les autres membres du gouvernement. Elle a tout de même pris le temps de faire dire que les chiffres du chômage baissaient et que tout allait très bien, Madame la Marquise. A l'appui de ses dires, les journaux font complaisamment état d'indicateurs montrant que le « *moral des Français* » serait à la hausse. Il n'y a plus qu'un peu moins d'un sondé sur deux à penser que le chômage va augmenter pendant plusieurs années alors qu'ils étaient encore deux sur trois l'an passé selon une étude très objective réalisée par… le ministère du Travail, celui de Martine Aubry, comme par hasard !

Pour sa part, le *Journal du Dimanche* (du 8 août) a mobilisé deux « psy » (il fallait bien cela) pour analyser le solde des opinions, optimiste et pessimiste, qui serait moins négatif qu'auparavant. Il reste tout de même une majorité de sondés pour estimer que leur situation et celle du pays allaient se dégrader. Mais cela n'empêche pas ces spécialistes de bavasser. L'un parle de la « *douce insouciance* » des sondés qui les pousse à acheter, voyager, tandis que l'autre disserte sur les « *sentiments sommaires comme la peur* ».

Bref, beaucoup de bruit pour essayer de convaincre l'opinion que « *les mesures gouvernementales font reculer le chômage* » comme le titrait *Le Monde* du 31 juillet qui au moins ne cache pas son soutien au gouvernement.

Pourtant tous ces gens se contentent de peu. Une baisse des chiffres du chômage de 0,6 % le mois dernier, et en fait à peine 0,2 % si l'on inclut comme dans l'ancienne définition les chômeurs ayant travaillé 78 heures dans le mois. Ce n'est pas ce qu'on peut appeler un rythme d'enfer.

***

Quant aux mesures gouvernementales, il s'agit essentiellement des 35 heures. Mais là où elles s'appliquent, on comprend pourquoi elles n'ont pas d'impact sur les chiffres du chômage. Même dans le deuxième projet de loi, celui qui doit être voté à la rentrée, les patrons ne seront nullement contraints d'embaucher, au contraire. On sait en effet que le recours aux heures supplémentaires est confirmé, leur quota ne baisse pas et que leur majoration est même allégée pendant une période de transition supplémentaire de deux ans.

Et en contrepartie de la réduction de la durée légale du travail, les salariés se voient imposer les modulations d'horaires, la flexibilité, ce qui signifie le travail du samedi et parfois même du dimanche lorsqu'il n'existait pas, un calcul des horaires qui ne tient plus compte des pauses, la variation des horaires d'une semaine à l'autre au gré des besoins des employeurs.

Les derniers numéros de notre journal donnaient des exemples de conséquences sur les travailleurs. Mais une enquête de la direction régionale du travail de Haute-Normandie remarque que l'impact de cette dégradation des conditions de travail sur la santé des personnels risque d'être important. Elle cite des exemples d'entreprises où l'application de ces horaires a eu des conséquences sur la santé des salariés. Or non seulement cet aspect est absent des négociations, mais on connaît les difficultés à faire reconnaître les maladies liées au travail par les employeurs.

Quel que soit le bout par lequel on les prend, les 35 heures, cela ne fait décidément pas le compte. Tout salarié ne peut que souhaiter la réduction du temps de travail. Mais les 35 heures à la sauce Aubry, ne réduisant pas le chômage et permettant aux employeurs d'aggraver les conditions de travail, facilitent toutes les attaques contre les travailleurs.

Alain LECAIRE

Profits records

LA MAUVAISE GRAISSE

Depuis des années, pour justifier les attaques menées tous azimuts contre les travailleurs, les gouvernements invoquent la crise. Pourtant, ce n'est pas un mystère que les capitalistes, eux, ne sont pas vraiment victimes de la crise ou plutôt qu'ils en récoltent, chaque année un peu plus, les bénéfices. C'est ainsi que la fortune des deux cents bourgeois les plus riches du monde a doublé dans les cinq dernières années.

C'est ce qui ressort d'un palmarès publié ce mois-ci par le mensuel *Le Nouvel économiste*. Évidemment, ce journal patronal n'y voit que des raisons de se réjouir. Et il ne faut pas manquer de cynisme pour oser écrire, lorsque l'on connaît les ravages de la misère dans le monde, que «*jamais personne ne s'est enrichi plus vite qu'en 1999. [...] Devenir riche est désormais à la portée de tous... Il suffit d'avoir la bonne idée, au bon moment. Et d'y croire.*»

L'année qui vient de s'écouler a ainsi vu se constituer des fortunes insolentes, comme celle d'un certain Jay Walker qui, grâce à son site Internet, a gagné en un an la bagatelle de 10,2 milliards de dollars (soit plus de 65 milliards de francs). Les Bill Gates et autres Paul Allen, magnats de l'informatique, tiennent aussi le haut du pavé des grands bourgeois de ce monde. Au passage, le mensuel qui distille ses bêtises sur «*la réussite à la portée de tous*» oublie évidemment de préciser les méthodes employées par ces firmes informatiques, concurrence déloyale, vente à perte, espionnage industriel, etc., qui obligent l'État américain, pourtant peu regardant, à intenter procès sur procès à ces véritables requins.

L'autre secteur dans lequel des fortunes considérables se font et se défont est celui de la spéculation financière, vu l'augmentation continue des cours dans les différentes Bourses du monde. Là encore, on nous ressert les mêmes âneries sur la possibilité de partir de rien et de devenir milliardaire en quelques mois à la Bourse, sans préciser que pour vraiment «réussir» dans ce domaine il est préférable d'avoir, au départ, un capital qui se compte en milliards de dollars. Cela permet entre autres de mieux supporter les éventuels «mauvais coups», comme celui que le financier américain Georges Soros a réalisé cette année, et qui lui a fait perdre deux milliards de dollars sans qu'apparemment il s'en porte beaucoup plus mal.

À côté de ces aventuriers de la Bourse ou d'Internet, on retrouve des familles plus «habituées» à ce type de classement, magnats de l'industrie automobile, du commerce, de la presse, de la sidérurgie ou de la chimie.

Mais quel que soit le secteur d'activité dans lequel ces capitalistes ont engrangé leurs milliards, il y a un point commun entre eux qu'aucun magazine patronal ne soulignera jamais. C'est que tous ces gens-là ne créent jamais aucune richesse, que ce système économique fou leur permet simplement de s'enrichir sur le travail des autres et que, pour nombre d'entre eux, leur fortune s'accroît proportionnellement à l'augmentation de la misère dans la population ouvrière.

L'exploitation, le chômage et la misère pour l'immense majorité des humains; des fortunes insolentes – dont aucun d'eux ne pourra jamais dépenser le millième – pour quelques privilégiés. La société capitaliste reste égale à elle-même.

À la lecture de ces enquêtes nauséabondes, on espère plus que jamais que rapidement, une bonne tempête révolutionnaire viendra balayer la société humaine pour la débarrasser définitivement de tous ces parasites.

Pierre VANDRILLE

AFP

Bill Gates : les parasites propèrent sur la misère.

QUELQUES CHIFFRES

La fortune de Bill Gates, patron de Microsoft et sacré «*homme le plus riche du monde*», a quasiment doublé durant les douze derniers mois, passant de 331 à 585 milliards de francs. Pour se représenter ce que signifient ces chiffres astronomiques, on peut se livrer à quelques calculs...

– Rapportée à un mois, l'augmentation de la fortune de Gates sur les douze derniers mois a représenté 21,1 milliards de francs, soit le salaire de 3,84 millions de travailleurs payés au Smic;

– il a gagné pendant un an l'équivalent de 89 Smic à chaque minute;

– en l'état actuel des choses, si Gates dépensait la valeur d'un Smic par jour, il lui faudrait... 2914 siècles pour dépenser sa fortune!

Il faut changer le monde!

P.V.

ET LE SPORT DANS TOUT ÇA?

Le joueur de football français Nicolas Anelka a donc été vendu pour 220 millions de francs au Real de Madrid par son ancien club anglais Arsenal. Il touchera un salaire de 2 millions de francs par mois. C'est le deuxième plus gros transfert de l'histoire du foot après celui de l'italien Vieri à l'Inter de Milan pour 280 millions.

Ces sommes astronomiques ont l'air de choquer même les amateurs de football. Des spécialistes prévoient une inflation des prix des transferts dans les années à venir. Il faut dire que les grands clubs sont gérés comme de véritables entreprises capitalistes. Des grands groupes ou des richissimes bourgeois investissent dans le foot comme dans n'importe quel autre secteur, avec un seul but: faire de l'argent. Le prix qu'ils sont prêts à mettre pour se payer des champions laisse deviner ce que ça leur rapporte. D'ailleurs de nombreux grands clubs sont aujourd'hui cotés en Bourse. Les chaînes de télévision, elles mêmes contrôlées par les plus grands trusts, se mènent une guerre sans merci pour acquérir les droits de retransmission. Résultat: le budget total du football professionnel équivaut au budget annuel de la France, soit 1 500 milliards de francs!

Les résultats sportifs en viendraient-ils à s'aligner sur les résultats financiers? Toujours est-il que la dernière Coupe d'Europe des champions a vu s'opposer Manchester United, numéro 1 en chiffre d'affaires avec 879 millions de francs, au Bayern de Munich, numéro 5 avec 516 millions. Et, ironie du sport, la loi du «*que le plus riche gagne*» a prévalu: 2 à 1 pour Manchester!

Certains patrons de ces grands clubs ont d'ailleurs récemment proposé d'organiser une coupe d'Europe réduite aux clubs les plus riches: cela éviterait de fatiguer les joueurs dans des matchs contre des «petits» clubs, matchs sans intérêt financier. Cela n'est pas (encore?) fait, mais de toute façon, ce sont presque toujours les mêmes équipes qu'on retrouve au plus haut niveau de la compétition.

En cherchant bien, les amateurs de foot pourront toujours trouver un intérêt sportif dans tout ce gaspillage d'argent. A coup de millions de francs, les requins de la finance, eux, ont déjà gagné leur partie.

Roger BERTRAND

KOSOVO

LES VA-T-EN GUERRE IMPÉRIA NE PEUVENT APPORTER DE SOLUTION AUX

Si les derniers événements de Mitrovica au Kosovo sont noyés dans la confusion, ils montrent toutefois bien une chose, c'est que l'intervention militaire puis la mise sous tutelle de la région par les armées impérialistes n'ont fait que rendre encore plus inextricable la situation dans les Balkans.

Les grandes puissances n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts pour justifier une fois de plus leur intervention dès la fin des bombardements : le 9 juin, devant la Chambre des députés Jospin déclarait : « *La voie vers la paix est ouverte* », et affirmait sa volonté de réussir « *pour les Kosovars, pour tous les peuples des Balkans, pour l'Europe et pour la communauté internationale* », rien de moins. Chirac lui-même s'était empressé de déclarer à Toulon le 11 juin, devant les renforts militaires que le gouvernement envoyait sur place : « *Une page vient d'être tournée dans le conflit du Kosovo* », « *l'espérance et la paix sont devant nous* ». Preuve en tout cas que Chirac confond facilement message de paix et déploiement militaire. Mais preuve aussi qu'il ne croyait pas un mot de ce qu'il disait.

Depuis le déploiement des forces de la KFOR, on a pu constater (si cela était nécessaire) la sauvagerie dont se sont rendues coupables les forces serbes, avec la découverte de nombreux charniers de paysans kosovars. Mais les bombardements français, anglais ou américains ont aussi totalement dévasté la Serbie et le Kosovo. On comprend le ressentiment de la population empêchée de se réinstaller là où elle vivait, par des forces militaires qui prétendent les protéger. Les nationalistes serbes ont beau jeu de dire que les armées nationalistes ne sont pas dans leur camp. A Mitrovica, ce sont ainsi les soldats français de la KFOR qui forment une ligne de séparation entre Serbes et Kosovars, alors même que des criminels de guerre serbes ont été reconnus, se déplaçant en toute liberté dans la partie Serbe de la ville devenue inaccessible aux Kosovars. Dans ce contexte explosif, Bernard Kouchner, devenu administrateur civil du Kosovo par la seule volonté des grandes puissances, ne peut que verser des larmes de crocodile sur son maigre pouvoir : « *Les policiers internationaux viennent si lentement. On attend, on attend. Des pays qui avaient promis des contingents de policiers traînent les pieds. Dans ce contexte, ma mission est très difficile.* ». Car les grandes puissances savent bien, derrière leur optimisme de façade, que leur intervention n'a rien réglé au Kosovo, et évitent à tout prix de trop se risquer dans cette poudrière qu'ils ont contribué à créer.

Alors certains hypocrites pourront toujours s'étonner qu'aucune perspective ne se dessine au Kosovo ou rejeter les responsabilités sur des « extrémistes », des éléments « incon-

APRÈS LA GUERRE, LA CHASSE... AU P

On a vu que, dès les premiers bombardements sur la Yougoslavie et le Kosovo, on parlait déjà de la reconstruction. Et si déjà sur le terrain militaire et diplomatique l'Europe ne semblait pas trop exister, et pas seulement par rapport aux Américains, il en est de même sur le plan économique.

Déjà aux lendemains de la guerre du Golfe, les entreprises américaines avaient raflé la plupart des contrats réalisés. Après la guerre en Bosnie, à Sarajevo ce seraient surtout les entreprises italiennes aidées de l'État italien qui auraient le mieux manœuvré. En Bosnie, la France a financé la reconstruction à hauteur de 17 % et n'aurait obtenu que 5 % des contrats se plaignent les patrons hexagonaux. Sauf que ce sont nos impôts qui ont financé et eux qui ont empoché le pactole.

Pour le Kosovo et la reconstruction de la Yougoslavie, rien ne serait joué et tout ce beau monde, les Vivendi, Lyonnaise des Eaux, Schneider, Spie-Batignolles, France-Télécom et autre EDF du côté français sont sur les rangs et ont déjà commencé leurs manoeuvres.

Les experts qui travaillent sur les dossiers estiment que la paix coûtera plus cher que la guerre et tant pis pour les pauvres marchands de canons (mais souvent ce sont les mêmes groupes qui font des affaires dans la guerre et dans la paix, comme Thomson, Alcatel, Siemens, Boeing ou IBM par exemple !). La manne est estimée à 150 millions d'euros pour 1999 et entre 500 et 700 millions les années suivantes, un total de 4 à 5 milliards d'euros pour le seul Kosovo.

A Paris, la Lyonnaise des Eaux et Vivendi sollicitaient la cellule d'urgence du Quai d'Orsay dès la fin mars, quand les avions de l'OTAN frappaient les premières cibles serbes. Sur le terrain, la chasse commence dans les camps par la prise de contacts avec des réfugiés, futurs cadres potentiels la guerre terminée, et par l'intermédiaire d'une kyrielle d'ONG spécialisées, véritables filiales des grands groupes, comme Aquassistance de la Lyonnaise ou Urgence Eau de Vivendi, Télécoms sans frontières ou Codeve pour EDF. Lors de la Journée Kosovo organisée par le MEDEF (organisme du patronat français) le 28 juin dernier, un participant aurait déclaré d'après le *Nouvel Economiste* : « *Pour s'imposer, il faut travailler avec les ONG* ». Celles des entreprises mais aussi les autres. Aquassistance a négocié des partenariats avec Médecins du monde et Médecins sans frontières. Ainsi ils sont parmi les premiers sur le terrain pour organiser l'adduction d'eau mais aussi pour identifier les problèmes au plus près et se montrer plus performants au moment des appels d'offres à venir. A Sarajevo, en ruines, on a vu des cadres EDF débarquer vêtus d'uniformes de l'armée française pour pouvoir passer sans problème les check-points serbes ou musulmans. Plusieurs grandes entreprises ont déjà envoyé des collaborateurs, officiers de réserve pour la plupart, en mission dans la région grâce à la logistique de l'armée très efficace en matière de chasse aux renseignements.

Kouchner, nommé haut représentant de l'ONU au Kosovo, pèsera-t-il en faveur des entre-

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE n° 44

(juillet-août 1999)

Les élections européennes en France :
- Pour la première fois dans ce pays, des députés d'extrême gauche au Parlement européen
- Division et recul à droite, maintien de la « gauche plurielle », le PCF toujours au plus bas sur le plan électoral
- La nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques des travailleurs, des chômeurs, des jeunes
- Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire : continuer dans l'unité !

Tribune de la minorité
- Les élections sont passées, mais la campagne politique de LO-LCR doit continuer

La liste LO-LCR dans les élections européennes
- Documents
- Résultats

Ex-Yougoslavie
- Bilan sanglant et provisoire d'une guerre inachevée

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres

RESTER OU REPARTIR LES RÉFUGIÉS DOIVENT POUVOIR

Le gouvernement français, après avoir utilisé le prétexte « humanitaire » pour justifier son intervention contre la Serbie, nous avait donné en prime les larmes de crocodile de Chirac et de Jospin sur le sort des réfugiés du Kosovo. Souvenons-nous des premières déclarations de Jospin disant que la politique de la France était de refuser l'accueil des réfugiés, car l'accepter serait une façon de donner raison à Milosevic et à la politique d'épuration ethnique. Et puis finalement, le gouvernement français a ouvert la porte à 6000 réfugiés. Un chiffre dérisoire, mais en fait le gouvernement ne voulait pas permettre le séjour en France de familles dont il était possible que beaucoup ultérieurement désireraient y rester pour échapper à la misère qui les attend en Yougoslavie.

De plus, les conditions « d'accueil » étaient bien souvent déplorables et les quelques améliorations obtenues ont été le fait d'associations et de collectes effectuées auprès de la population.

Une des justifications du gouvernement pour ne pas accepter plus de réfugiés était de dire que ceux-ci ne souhaitaient pas quitter leur pays. Maintenant, il semble que beaucoup hésitent à repartir et veulent d'abord voir et savoir ce qui les attend. Ce qui est la moindre des choses. D'autres souhaitent retrouver leurs familles dans des pays d'accueil plus hospitaliers. Le gouvernement de Jospin, lui, fait la sourde oreille, mais puisque l'avis des réfugiés semble l'intéresser, quand cela l'arrange, il n'y a qu'à le leur demander aujourd'hui. Un sondage de la DASS dans 70 centres d'accueil indique que 10 à 15 % des familles souhaitent revenir au Kosovo et 30 % se prononcent pour un voyage exploratoire.

Les responsabilités de la France dans la situation actuelle de l'ex-Yougoslavie sont pourtant importantes. Après tous les discours hypocrites sur le sort des Kosovars, la moindre des choses serait de permettre à ceux qui désirent rentrer chez eux de le faire dans de bonnes conditions, ce qui sera difficile avec

ALISTES PEUPLES

trôlés» qui ne jouent pas le «jeu de la démocratie». Il reste qu'en ramenant la région à l'époque du Moyen Âge, comme le disait un officier d'état-major américain lors des frappes aériennes, les grandes puissances savaient, dès le départ, que les différents peuples des Balkans seraient les grands perdants de cette guerre.

Eric TOLIAN

ACTOLE

prises françaises ? Il n'aurait pas tellement les coudées franches flanqué d'un adjoint américain. Mais surtout, son poste ne serait pas aussi stratégique que cela du point de vue de l'argent, puisque c'est celui de la reconstruction détenu par un britannique, qui gère les fonds fournis par l'Union européenne et la Banque mondiale.

En tout cas, la situation des réfugiés, des populations victimes des bombardements, de la désorganisation de l'économie par la guerre compte bien moins pour tous ces messieurs que les affaires juteuses réalisées et à venir.

Daniel NECKER

R CHOISIR

une misérable allocation de 3 000 F par adulte et 1 000 F par enfant. Ce serait aussi de permettre à ceux qui veulent rester de le faire. Aubry a «accordé» aux réfugiés une carte de séjour d'un an. Cela ne peut fabriquer que de nouveaux exclus et de nouveaux sans-papiers. Le minimum serait, comme le réclament les associations d'aide aux réfugiés, que ceux-ci obtiennent un statut de réfugiés politiques et donc une carte de séjour de 10 ans, et un permis de travail.

Mais le gouvernement semble céder une fois de plus à la fraction de l'opinion publique la plus réactionnaire.

Gabrielle HIRT

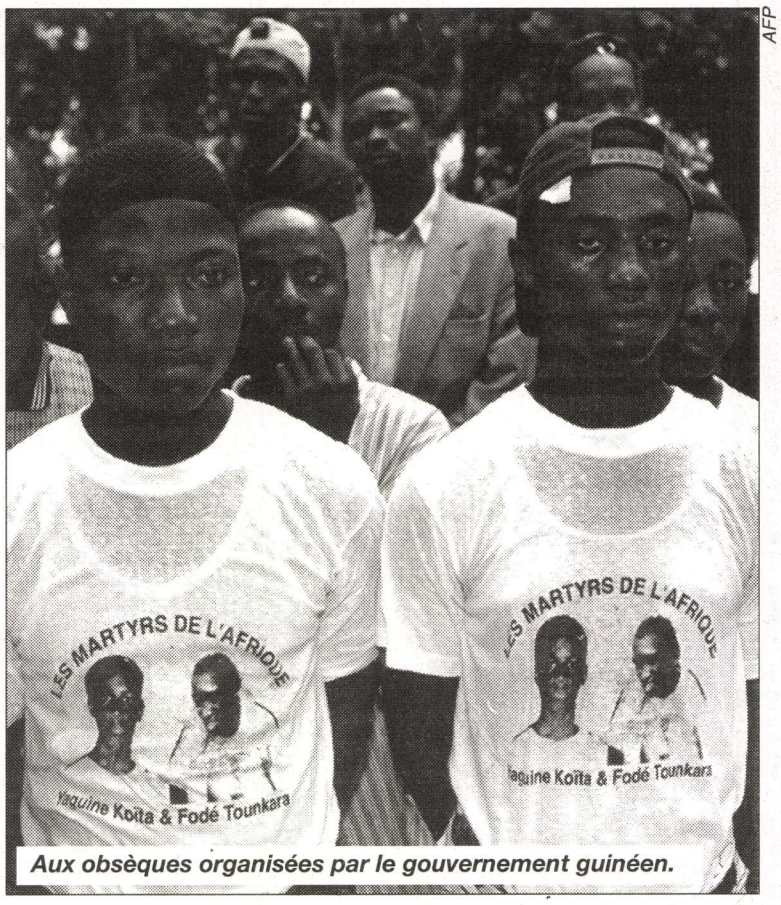
La mort de deux jeunes Guinéens

LES LARMES DE CROCODILE

La mort dans le logement du train d'atterrissage d'un avion de la Sabena de deux adolescents guinéens et le message qu'ils avaient écrit à l'intention des puissants de ce monde a sincè rement ému nombre de gens. Mais elle a aussi fait couler pas mal de larmes hypocrites de la part de ceux, parmi les hommes politiques occidentaux, qui sont directement responsables de la misère qui règne en Afrique.

Parce que la population africaine est d'autant plus pauvre que la plus grande partie des richesses produites sur son sol vient en définitive accroître les immenses fortunes des gros actionnaires d'un certain nombre de sociétés européennes et, accessoirement, celles des dictateurs africains qui protègent là-bas les intérêts de ces dernières.

Et si la Guinée fut aussi l'une des étapes du dernier voyage de Chirac en Afrique, ce n'est pas pour y défendre l'avenir de la jeunesse africaine, mais les intérêts des capitalistes français en affectant de croire que le régime en place en Guinée avait tout d'une démocratie acceptable.



AFP

Aux obsèques organisées par le gouvernement guinéen.

La fin tragique des deux jeunes Guinéens commence à susciter des polémiques. Ont-ils agi de leur propre initiative ? Ont-ils bénéficié de complicités, de la part de Blancs à qui ils auraient versé de l'argent pour fuir, ou d'islamistes opposants au régime ? De toute façon, là n'est pas le problème. Que ces jeunes en aient été réduits à utiliser n'importe quel moyen, même le plus dangereux, pour quitter leur pays montre le manque d'espoir qu'ils avaient de pouvoir mener une vie décente en Guinée, ainsi qu'ils l'exprimaient dans la lettre retrouvée sur eux ; cela rappelle aussi, s'il en était besoin, dans quel état de misère sont maintenus la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne.

Quant à l'émotion suscitée, si elle était sincère de la part des populations africaines ou européennes que cette mort a révoltées, on ne saurait en dire autant des dirigeants qui se sont lamentés, à commencer par le gouvernement guinéen qui a organisé des funérailles nationales, pour faire oublier sa part de responsabilité dans la misère du pays.

Mais les principaux responsables se trouvent dans les pays riches, qui ferment leurs portes aux pauvres du Tiers-Monde en même temps qu'ils pillent ses richesses et pressurent les peuples.

Tous les Etats européens font la chasse aux émigrés clandestins, multipliant les contrôles aux frontières et les expulsions. Si le gouvernement belge a payé le rapatriement des corps des deux Guinéens (ce qui est la moindre des choses), c'est bien sa police qui, à l'automne dernier, avait étouffé la jeune nigériane Semira Adamu lors de son expulsion, pour empêcher qu'elle n'ameute les passagers. La France non plus n'est pas en reste dans la barbarie des méthodes : en 1991, un émigrant sri-lankais avait lui aussi péri étouffé dans les mêmes conditions ; quant au jeune Sénégalais qui avait survécu après avoir voyagé dans le train d'atterrissage d'un avion, il n'a pas bénéficié longtemps de l'asile en France : quelques mois après son épopée, il était expulsé vers son pays d'origine… Selon l'association Frontières Ouvertes, qui cite des chiffres publiés aux Pays-Bas, un millier d'émigrants clandestins seraient morts aux portes de l'Europe depuis 1993.

Ces morts viennent s'ajouter aux millions dont l'impérialisme est directement responsable, en maintenant les peuples du Tiers-Monde, et plus particulièrement ceux d'Afrique, dans le dénuement pour le plus grand profit d'une poignée de capitalistes. Chaque année, des millions d'Africains meurent de maladies comme la paludisme, parce que ce n'est pas un marché rentable et qu'il n'intéresse pas les grands groupes pharmaceutiques. On produit largement assez de nourriture sur la planète pour empêcher les famines, mais là non plus, cela ne rapporterait rien aux trusts de l'agro-alimentaire. Quant à l'aide au développement versée par la France, non seulement elle a baissé depuis dix ans, en passant de 0,64 à 0,54 % du PNB, mais elle n'est que la feuille de vigne derrière laquelle se cache la rapacité des capitalistes, puisqu'elle sert essentiellement à aider… à l'achat de produits français ! Et les visites «amicales» que les dirigeants français multiplient en Afrique, comme Chirac dernièrement, ne sont que celles d'un représentant des groupes capitalistes venant défendre leurs intérêts financiers.

Alors, tant que l'impérialisme entretiendra la misère et l'oppression dans les pays pauvres, il y aura des hommes et des femmes qui tenteront tout pour gagner les régions du monde où ils pourront avoir l'espoir de survivre et de subvenir aux besoins de leurs proches, y compris au péril de leur vie.

Marianne LAMIRAL

EUROPE de L'EST

ÉCONOMIE DE MARCHÉ : AGGRAVATION DE LA MISÈRE

En Pologne, 60 % des enfants souffrent de malnutrition, avoue un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), organisation pourtant on ne peut plus favorable à l'économie de marché (en fait le capitalisme).

Le bilan global des changements intervenus dans 26 pays d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS est tout à l'avenant : espérance de vie en baisse, retour meurtrier de maladies infectieuses comme la tuberculose, la poliomyélite, la diphtérie, les maladies sexuellement transmissibles, alors que se soigner est devenu un privilège des plus fortunés, un nombre d'avortements dépassant parfois celui des naissances, une atmosphère de déclin social où la population s'adonne à l'alcoolisme et aux drogues, la chute des investissements, un niveau de l'emploi très inférieur à ce qu'il était il y a dix ans, une inflation galopante…

Voilà à quoi se résume les bienfaits de l'«économie de marché» en Europe de l'Est.

Jean SANDAY

VOYNET FAIT SES DEVOIRS DE VACANCES SOUS LA DICTÉE DE JOSPIN

Le 6 août est paru au *Journal officiel* un décret, cosigné par Dominique Voynet, autorisant la construction à Bure, dans la Meuse, d'un laboratoire souterrain destiné à étudier le stockage des déchets nucléaires à vie longue dans l'argile. Il s'agit donc de stocker en profondeur des déchets de l'industrie nucléaire très dangereux, les uns parce qu'ils sont très irradiants, les autres parce qu'ils restent très longtemps actifs (plusieurs millions d'années pour certains).

Le problème remonte en fait aux années 1970, sous Giscard, quand le gouvernement français a décidé de se lancer dans le programme du « tout nucléaire » alors qu'il n'existait aucune solution pour le retraitement et l'élimination des déchets radioactifs. Malgré tout, la décision fut prise parce que cela représentait pour les industriels français de très juteuses commandes en perspective. Les gouvernements successifs continuèrent à faire sortir le jus. Aujourd'hui le marché du nucléaire est arrivé à saturation. Restent ces déchets qui s'amoncellent sur la planète et dont personne ne sait quoi faire ni comment les neutraliser.

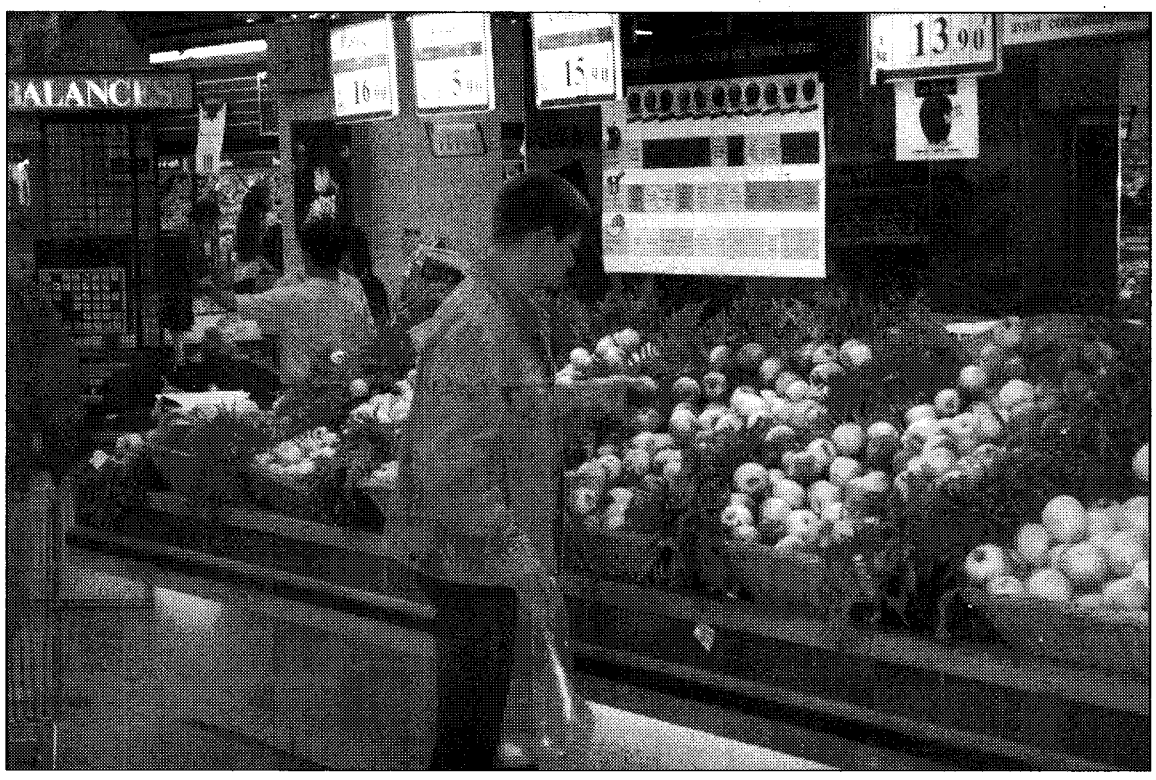
Les roches argileuses de Bure ont été choisies, paraît-il, pour leur perméabilité très faible. En tout cas on n'a aucun doute sur la « perméabilité » de Voynet pour conserver son strapontin ministériel. Ses amis les Verts peuvent bien se déclarer favorables aux stockages en surface et dénoncer la décision du gouvernement, elle signe, et plutôt deux fois qu'une, pourrait-on dire, puisque déjà, au *Journal officiel* du 31 juillet, son nom était associé à celui de Strauss-Kahn sous un décret autorisant la Compagnie générale des matières nucléaires (la COGEMA) à développer ses installations de Chusclan dans le Gard afin d'approvisionner le marché japonais en MOX (mélange d'oxydes de plutonium et d'uranium), c'est-à-dire à augmenter sa production annuelle de combustible nucléaire. Là aussi, les Verts s'étaient pourtant de longue date dits opposés à cette extension.

Cependant, il ne faudrait tout de même pas croire que Voynet occupe entièrement ses vacances à signer là où Jospin demande de le faire. Entre deux paraphes, elle a accordé une interview au journal *Libération* du 5 août où, à propos du nucléaire, elle « *mesure tous les jours qu'il n'y a pas au sein du gouvernement de gens prêts à mouiller le maillot... Cette vraie difficulté tient au fait que le PCF n'est pas antinucléaire* ». La vraie difficulté, c'est que la ministre de l'Environnement n'est pas plus prête à mouiller son maillot que ses collègues PS et PCF du gouvernement pour prendre des mesures d'intérêt public à risque... pour les dividendes des actionnaires qui, depuis plus de vingt ans, font leur beurre avec le nucléaire.

Annie ROLIN

Fruits

LE VOL ORGANISÉ DES PRODUCTEURS ET DES CONSOMMATEURS



Cet été à nouveau se fait entendre la colère des producteurs de fruits. Certains d'entre eux n'ont pas trouvé d'autre issue pour protester contre, que des déversements sur les routes. Eh bien, la responsabilité de ce gâchis incombe aux capitalistes qui ont la mainmise sur les sociétés de distribution, en particulier les supermarchés, et de leurs centrales d'achat qui dévalorisent le travail de ceux qui vivent de leur production. C'est ainsi qu'à Gallargues (Gard) et à Langon (Gironde) des producteurs ont bloqué des centrales d'achat. Ceux de Marmande (Lot-et-Garonne) ont dénoncé deux d'entre elles qui achètent leur production entre 2 francs et 2,50 francs le kilo pour la revendre aux consommateurs entre 12 et 14 francs. Les producteurs de pêches des Pyrénées-Orientales ne sont pas beaucoup mieux considérés puisqu'ils ont pu retrouver leurs fruits dans des supermarchés au prix de 12 ou 13 francs alors qu'ils leur avaient été payés 5 francs. Or leur prix de revient, emballages compris est de 6,50 francs. En réponse aux demandes d'augmentation des prix d'achat, les centrales menacent de s'approvisionner à l'étranger... auprès de producteurs qui souffrent eux aussi de cette concurrence démente. Le consommateur en fait également les frais, car lui aussi doit nourrir la soif de profit de la grande distribution qui concentre une part croissante de ses achats. Bref, comme le résume un producteur de fruits cité dans *Le Parisien*, « *on étrangle les agriculteurs et on vole les consommateurs* ».

La différence exorbitante entre les prix à la consommation et ce qui est payé aux producteurs ne peut pas se justifier par les frais de transports, d'autant moins que la grande distribution impose des cahiers des charges déments aux transporteurs, ce qui se répercute sur les conditions de travail des chauffeurs et la sécurité routière.

Face à ce système impitoyable, la création de coopératives de producteurs pour regrouper les ventes de fruits dans certaines régions n'a pas réellement desserré l'étau : un producteur interrogé à ce sujet sur les ondes de RTL, a évoqué une connivence entre les responsables d'une coopérative et la centrale d'achat. Après une promesse orale entre 4 et 10 francs le kilo, le prix de vente était descendu à 3,50 francs lors du règlement pour des prix à la consommation entre 12 et 19 francs. Et ce n'est là qu'un témoignage parmi d'autres.

Certains producteurs ressentent la nécessité de se tourner directement vers les consommateurs pour dénoncer de telles situations, comme en témoignent les distributions gratuites qu'ils organisent de temps à autre dans les villes. L'intérêt commun des travailleurs, ceux des villes et des campagnes, serait de mettre le nez dans les comptes des quelques sociétés de supermarchés, et de leurs principaux actionnaires. Les chiffres qui ont filtré cet été montrent des écarts tels, entre les prix payés à la production et ceux pratiqués par les grandes surfaces, qu'il ne serait pas difficile de concilier les intérêts des agriculteurs et des consommateurs, afin de permettre aux premiers de vivre et aux seconds de ne pas se priver. Seuls les dirigeants et les actionnaires de la grande distribution trouveraient les fruits amers. Et ce n'est pas dans cette voie que s'engagent les responsables du gouvernement qui proposent aujourd'hui aux producteurs en colère de « remettre à plat » les relations entre la distribution et la production.

Jean SANDAY

Sécurité sociale

DES PROFITS À LA CARTE

Fin juillet, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie a publié le montant de la facture de la fameuse carte Vitale 1, qui devait permettre un suivi informatique des assurés sociaux, incluant l'envoi des feuilles de soins, le règlement des hôpitaux et cliniques, etc. Cette carte a été envoyée à 36 millions d'assurés sociaux, ce qui a déjà coûté près d'un milliard de francs, et la facture totale pour 1999 est de 3,1 milliards.

Un seul problème : elle ne sert à rien ou presque. Aucun hôpital ni aucune clinique ne l'acceptent, et sur 120 000 médecins seuls 6250 sont équipés pour. Et ce gaspillage n'est pas terminé, car la CNAM a en même temps annoncé que la carte Vitale 2 était en chantier.

Les seuls à être bien soignés dans l'affaire, ce sont les entreprises chargées de développer les moyens informatiques, le réseau et les autres aspects. Et comme toujours, il s'agit surtout de gros requins : IBM, Bull, et l'inévitable Vivendi (ex Compagnie Générale des Eaux) via sa filiale Cégétel.

Et après ça, pour expliquer le prétendu trou de la Sécu (20 milliards prévus en 1999, la facture Vitale 1 serait donc quand même le sixième !) et nous présenter la note, on nous dit que c'est parce que les gens se soignent trop.

Jérôme MAYLES

SNCF (Orléans-Les Aubrais)

CHRONIQUE D'UN ÉTÉ « ORDINAIRE »

La SNCF au service des patrons.

C'est l'été et tout va bien dans le pays, à en croire la presse et les sondages qui affirment que « les Français ont le moral » et que les cotes de popularité de Chirac et Jospin augmentent. Tout va bien, pour les journalistes de « politique intérieure », obligés de se recycler dans le seul événement sensationnel de l'été, l'éclipse du soleil !

Tout va certainement bien pour ceux qui vivent en faisant de l'argent en dormant en spéculant à la Bourse. Mais, pour les travailleurs, du privé comme des services publiques comme la SNCF, l'été n'est pas seulement synonyme de vacances. Les mois de juin et juillet à la SNCF sont connus pour être les plus chargés de l'année, non seulement pour le trafic voyageurs mais aussi pour le trafic marchandises. Sur la région d'Orléans, grosse région céréalière, c'est l'époque où il faut absolument vider les silos pour engranger la nouvelle moisson. Cela se traduit par des dizaines de « trains entiers » supplémentaires qu'il faut assurer « à effectifs constants » puisque, selon la direction SNCF, « *les effectifs correspondent aux besoins* ». Vite dit, mais mal fait, car pour les conducteurs, les aiguilleurs, agents de manœuvres, ce sont des conditions de travail fortement aggravées pour ces mois d'été.

Ainsi, au Dépôt des Aubrais, les chefs appellent les roulants en repos pour leur demander de plus en plus souvent de venir travailler « pour les dépanner » parce qu'il manque quelqu'un pour faire un train. À la Manœuvre, les suppressions d'effectifs antérieurs font qu'à chaque reprise de trafic les conditions de travail deviennent difficiles, car les équipes sont souvent incomplètes. Ce sont alors, pour les cheminots de la « Réserve » (ceux chargés d'effectuer les remplacements) des semaines de six jours suivies d'un seul repos… pour recommencer encore !

Chez les aiguilleurs, ce sont les mêmes appels téléphoniques à la maison pour venir travailler sur ses repos.

Et, quand toutes ces « solutions » qui n'en sont pas ne suffisent pas, ce sont des dizaines de trains de marchandises qui sont « calés » dans les triages, bloqués en attente de conducteurs ou aussi de locomotives car leur nombre en bon état de fonctionnement est limité aussi, limité d'autant plus que la même politique de réduction d'effectifs est appliquée aux cheminots des ateliers de réparation.

Alors, il arrive que des clients se fâchent. Oh, attention, quand ce sont des usagers voyageurs « lambda » qui prennent le train, même appelés « clients » par la SNCF, ils doivent subir les pannes et les retards dus au manque d'effectifs. Mais certains clients sont plus choyés que d'autres.

Ainsi, à la mi-juillet, un « gros » client marchandises de la région de Thouars, spécialisé dans les matériaux de carrière, en a eu assez de voir ses trains bloqués faute de locomotives et de conducteurs. Comme il a la main longue, il a obtenu, en téléphonant directement au cabinet de Gallois (président de la SNCF), le moyen d'acheminer ses trains. Par une téléconférence organisée très rapidement, la direction générale a ordonné de supprimer les autorails Tours-Loches, Tours-Chinon, les 10 et 11 juillet derniers, pour récupérer de toute urgence des conducteurs afin d'acheminer des trains de cailloux. Les usagers de ces lignes n'ont jamais dû savoir que les autorails étaient remplacés par des autobus… pour cause de transport de cailloux ! Comme ils n'ont jamais dû savoir qu'ils ont eu la chance de retrouver les autorails le 12, uniquement parce qu'une visite du Conseil général d'Indre-et-Loire était prévue ce jour-là !

Certains clients, même près du « bon dieu » mais sans doute pas le même, n'ont pas eu cette chance. La pénurie de locomotives diesel était telle (ces locos sont vieilles et mal entretenues, faute d'effectifs) que le diocèse de Rouen a vu certains trains de pèlerinage annulés au dernier moment à la même période car la région de Tours n'a pu fournir à temps les locomotives demandées. Les miracles ne se produisent pas toujours où on les attend !

Voilà ce à quoi peut correspondre un « été ordinaire » pour beaucoup de cheminots. Le manque d'effectifs se fait encore plus sentir dans ces périodes où le trafic monte, et avec les conditions de travail, ce sont aussi la fiabilité et la régularité des trains qui se dégradent.

Tous les cheminots, les usagers aussi, peut-être encore plus dans ces périodes, peuvent estimer à leur juste valeur les déclarations d'intention gouvernementales de développer les transports collectifs. Les effectifs continuent de chuter, la qualité se dégrade. Mais quoi d'étonnant de la part d'un gouvernement à plat ventre devant les intérêts des riches, plus occupé à subventionner à grands coups de milliards le patronat privé qu'à investir et à embaucher dans les services publics.

Correspondant LO

EDF-GDF

VRAIES-FAUSSES EMBAUCHES

A EDF-GDF, dans le service informatique de la direction du personnel et des relations sociales (DPRS) à Issy-les-Moulineaux, nous nous sommes rendu compte, en juillet, que le nombre exceptionnel d'embauches de juin, sur le plan national, était en grande partie truqué.

Sur plus de 900 embauches, entre le quart et le tiers, ressemblent à ce qui pourrait bien paraître des embauches fictives. Des noms sont inventés pour remplir des listings de nouveaux embauchés et… disparaissent le mois suivant. Il y a tout de même quelques vraies embauches.

Comment la direction du personnel en est-elle arrivée à ce type d'embauche d'agents virtuels ?

C'est que l'accord national sur les 35 heures, signé fin janvier 1999, prévoyait 18 000 à 20 000 embauches sur trois ans. Or, entre janvier et mai 1999, il y a eu une baisse des effectifs de plus de 1 000 agents, soit en quatre mois seulement autant que le rythme moyen annuel depuis plus de dix ans.

Pour EDF-GDF, présentés par la presse comme une boîte phare dans laquelle avait été signé un modèle de bon accord sur les 35 heures, ça la fichait mal.

La direction générale s'est donc fendue de grandes déclarations sur la nécessité d'embaucher dans les centres et, alors que sur le terrain, on voit les effectifs encore se réduire avec les départs à la retraite et les mutations non remplacés, la directrice du personnel, grâce aux tours de passe-passe faits avec les chiffres et à la magie de l'informatique, peut déclarer avoir atteint ses objectifs.

Bref, EDF-GDF a inventé les vraies-fausses embauches pour une vraie-vraie embrouille !

Correspondant LO

UN LICENCIEMENT QUI NE PASSE PAS

A l'agence Etienne-Marcel (2e arrondissement) du centre de Paris-Pyramide, un agent a trouvé une lettre recommandée, en rentrant de vacances le 1er août, qui lui annonçait sa « *mise à la retraite d'office* », c'est-à-dire son licenciement.

Cette décision fait suite au conseil de discipline du 1er juillet où la direction lui reprochait des faits remontant à presque un an.

A cette époque, ce camarade avait reçu d'une abonnée 700 F de facturation en liquide et n'avait transmis cette somme à la caisse de l'agence qu'au bout de quinze jours, expliquant qu'il avait perdu l'argent.

Après diverses convocations par sa hiérarchie puis par le directeur de centre, on aurait pu croire que cet incident d'il y a un an s'était arrêté là.

Mais le mois dernier, la direction « *l'inculpait* » de détournement de fonds et d'avoir « *porté atteinte à l'image de marque d'EDF-GDF* ». Ces accusations ont indigné ses collègues qui le connaissent bien (il travaille depuis 22 ans à EDF-GDF), qui apprécient ses compétences professionnelles et qui le savent profondément honnête.

Ils savent aussi que ce camarade a un problème lié à l'alcool et au mois d'août justement, il devait faire une cure de désintoxication organisée par l'association Amitiés EDF-GDF, sur le temps de travail et pris en charge par l'entreprise. D'un côté, la direction envoie des lettres aux agents pour « *lancer une action de prévention du risque d'alcool* » et « *trouver des solutions* » et de l'autre, elle enfonce un collègue fragile. Actuellement, au lieu d'une cure, il fait les démarches pour ouvrir un dossier aux ASSEDIC. Oui, cela a révolté bien des agents.

Toujours est-il que début juillet, dès le lendemain du conseil de discipline, 60 personnes ont débrayé et une pétition de soutien sur deux agences a recueilli 150 signatures dont un certain nombre appartiennent à la petite hiérarchie.

La sanction est tombée début août. Notre camarade a décidé de faire appel et nous discutons aujourd'hui des meilleurs moyens pour le soutenir et empêcher ce licenciement inacceptable. Certains parlent de préparer un petit accueil au directeur de centre qui revient de vacances dans quinze jours. Ce n'est donc pas fini…

Correspondant LO

POUR LES GROUPES CAPITALISTES, C'EST « CADEAU »

Le 28 juillet, le groupe Alcatel, géant de la télécommunication et de l'électronique, a négocié avec les ministères de la Défense et des Finances un échange : comme il le réclamait depuis des mois, Alcatel récupère un pourcentage respectable dans le groupe Thomson-CSF, portant sa participation de 16 à 26 %, et s'assure ainsi un contrôle sur ce groupe ; en échange il devra céder à la COGEMA (publique) l'essentiel de ses parts dans Framatome, le fabricant de chaudières nucléaires dont il possède 44 % pour l'instant. La part à céder étant à calculer pour que l'échange soit égal.

Tout ceci a l'air régulier, une transaction correcte… Sauf que si on y regarde de plus près, on voit que cela revient à faire un pas en avant dans la privatisation de Thomson-CSF, sans même que l'Etat n'y récupère un centime, et à débarrasser Alcatel de Framatome, qu'il avait acquis il y a environ quelques années pour 1,4 milliard de francs. A l'époque, cela lui permettait de disposer des ressources de trésorerie de Framatome, qui étaient déjà supérieures au prix payé, et depuis Alcatel en a reçu plus de 2 milliards de francs de dividendes. « *Prend l'oseille et tire-toi* », en somme.

Un exemple de plus de ce que sont vraiment les privatisations et autres transactions auxquelles participe l'Etat, sous la droite comme sous la gauche plurielle : celui-ci prend parfois en charge le fonctionnement d'entreprises qui n'intéressent pas les patrons, et cède à ces derniers, pour des prix sous-évalués, des entreprises rentables – et dans le cas Framatome, l'Etat n'y gagne même pas un centime. Les gouvernements prétendent que c'est pour en retirer des liquidités dont ils ont besoin – soit – mais en réalité il s'agit surtout d'arroser de cadeaux un patronat qui empoche ces cadeaux et les laisse se débrouiller pour boucler leur budget en rançonnant les classes populaires.

Jérôme MAYLES

MET (Massy) UNE SEULE SOLUTION : L'ACTION

L'ex-PDG d'Ericsson qui avait annoncé 11 000 suppressions de postes en début d'année a été viré parce que cela n'allait pas assez vite. Avec son successeur, ça n'a pas traîné : le chiffre des licenciements a été révisé à 15 000 dont 8 800 cette année.

Il faut rassurer les actionnaires qui voient la Bourse en baisse. Et quoi de mieux pour les actionnaires que l'annonce de licenciements ? C'est la preuve d'une « bonne gestion » et de profits futurs !

Mais pour nous, c'est une déclaration de guerre contre nos conditions de vie et de travail. Face à cela, on n'aura pas d'autre solution que de se battre.

Extrait du bulletin ERICSSON – MET – MASSY *du 2 août 1999*

La Poste

• Inégalité de services

La direction d'Ile-de-France de La Poste envisage d'avancer l'horaire de relevage de certaines boîtes à lettres de 18 heures à 16 heures en semaine. Cette mesure permettrait ainsi à la direction d'annoncer une amélioration du pourcentage de courrier acheminé en J + 1 mais c'est en fait une dégradation pour les usagers dont les lettres, postées après 16 heures, resteraient dans les boîtes jusqu'au lendemain.

Par la même occasion la direction pourrait désormais utiliser ces effectifs à faire du relevage à domicile pour les sociétés. Alors une fois de plus on voit à quelle clientèle La Poste cherche à plaire tout en faisant des économies de personnel.

Correspondant LO

• De bonnes affaires sur notre dos… et sur celui des usagers

En cette période de vacances, le nombre de nouvelles réexpéditions temporaires est affolant : parfois plus de 10 par quartier en un seul jour.

Malgré les hausses de tarifs, d'année en année il y en a de plus en plus. Dans bien des immeubles, on ne connaît plus son voisin et surtout, beaucoup de concierges ont disparu. Alors ne reste plus, si on ne veut pas signaler son absence aux cambrioleurs, que La Poste, et celle-ci entend bien en profiter : dans l'affaire, elle gagne de l'argent.

Mais pour les facteurs, c'est un gros boulot en plus, et pas question ne serait-ce que d'avoir des aides en nombre suffisant pour traiter toutes ces réexpéditions.

Extrait du bulletin PTT – Paris 9 *du 2 août 1999*

LES « CARPISTES » N'ACCEPTENT PAS D'ÊTRE PIÉGÉS

Un certain nombre de familles ayant acheté une maison dans les années 1980 par l'intermédiaire de Carpi, une société de HLM filiale du groupe Maison Familliale, se retrouvent aujourd'hui étranglées par des traites qu'elles ne sont plus en mesure de payer. En essayant de comprendre pourquoi elles en étaient à devoir des sommes aussi importantes, ces familles ont mis à jour nombre d'anomalies.

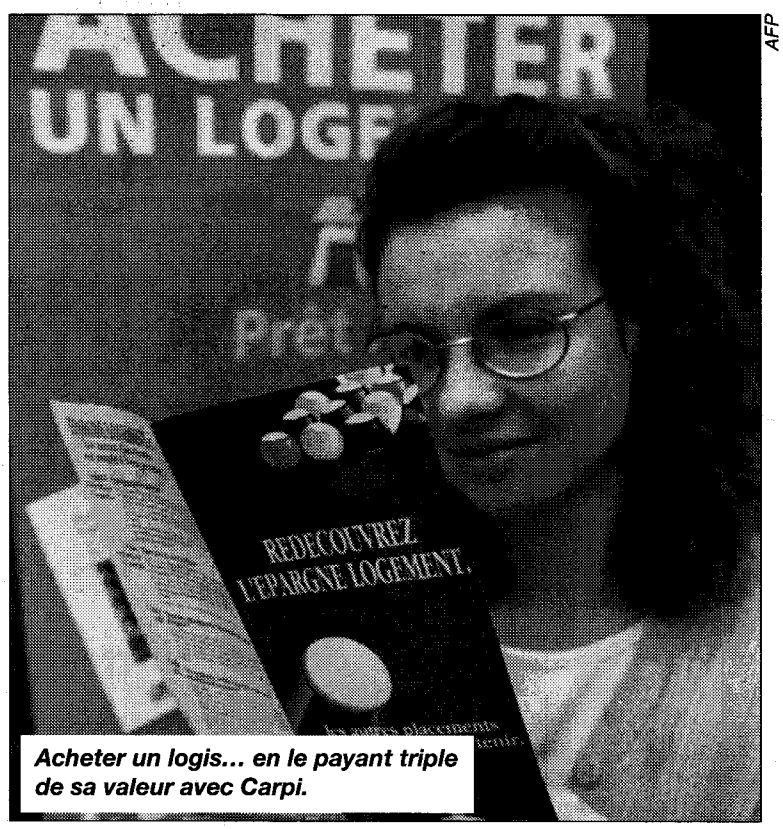
Carpi construisait des pavillons dans le cadre des « Chalandonnettes », projets agrées par l'État. Pour vendre, la société faisait miroiter des prix très bas. L'acheteur payait 600 F d'apport et le reste, comme un loyer HLM par mois. On lui promettait que ses traites ne dépasseraient jamais 30 % de son revenu, et il était assuré d'un suivi financier et technique à toute épreuve. Les maires des communes donnaient même leur caution au prêt d'accession à la propriété !

Or, les mensualités du prêt, dites « progressives », augmentaient tous les ans. Elles atteignent aujourd'hui des sommes folles : 8 000, 9 000, voire même 10 000 F. Un pavillon qui valait au départ autour de 400 000 F aura été payé 1,3 million à la finale.

Évidement, devant de telles mensualités, des familles ne peuvent faire face : elles se sont constituées en un collectif des « accédants Carpi », qui regroupe aujourd'hui 170 familles dans toute la France. Il y a quelques mois, un directeur a été séquestré dans le Loiret. dans la Drôme, un « Carpiste » expulsé a été réintégré dans ses meubles grâce à l'intervention du collectif. Au total, 4000 familles ont porté plainte contre Carpi. Cette société est accusée d'avoir mis des sommes considérables dans sa poche : en effet, elle vendait les maisons 58 % plus cher qu'elles ne lui coûtaient ! Qui plus est, elle a également reçu 2 milliards de francs pour aider les familles en difficulté, qui n'en ont jamais vu la couleur.

Le collectif est décidé à se battre jusqu'au bout pour que justice leur soit faite. Ces familles veulent en effet pouvoir rester dans leur maison qu'elles ont déjà amplement payée, et demandent une remise de leurs traites restantes. On n'a sans doute pas fini d'entendre parler d'elles et de ce scandale.

Correspondant LO



AFP

Acheter un logis… en le payant triple de sa valeur avec Carpi.

BAGARRES BANCAIRES

Le match BNP-Société Générale-Paribas vient de prendre fin, même si le résultat de ces « offres publiques d'échange » n'est pas encore connu. Mais la manière dont ces sociétés ont mené leurs campagnes, comme la manière dont elles ont été commentées par la grande presse, est bien significative du système économique dans lequel nous vivons.

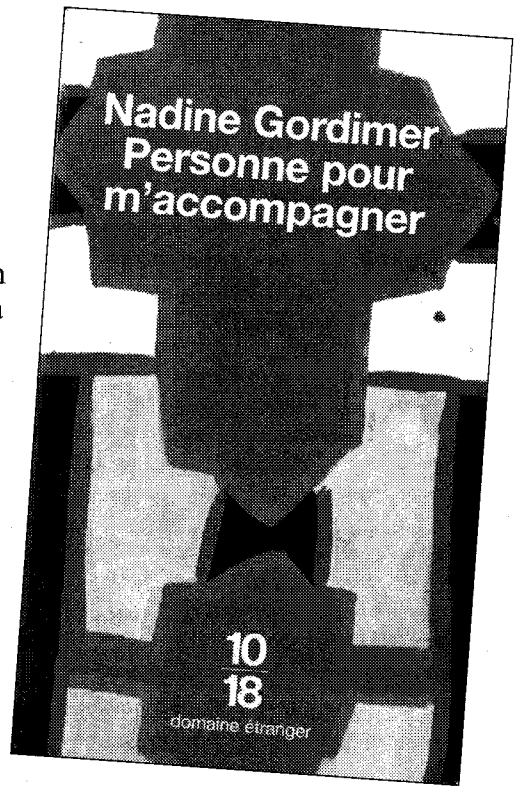
C'est la première fois, nous a-t-on dit, que c'est « le marché » boursier et le vote des actionnaires qui arbitreront une telle opération, comme si cela en faisait un modèle de démocratie.

Mais les employés de ces différentes banques, que pensaient-ils de ces opérations ? Personne ne nous en a parlé, parce que personne parmi les spécialistes de l'économie ne s'y est même intéressé.

Les sommes énormes englouties dans les campagnes de publicité n'étaient rien, paraît-il, à côté des dividendes que percevront les actionnaires.

Mais les salaires des employés, c'est sans doute une question qu'il ne faut pas poser.

Personne pour m'accompagner
de Nadine Gordimer



Le dernier roman de l'auteur sud-africain Nadine Gordimer vient d'être réédité dans une collection de poche. Ce livre intitulé *Personne pour m'accompagner* se déroule au moment où l'apartheid prend officiellement fin et a pour personnage central une femme du nom de Vera Stark, avocate travaillant dans une association qui apporte une assistance juridique aux victimes de la ségrégation. Elle vit dans la maison que lui a laissée son premier mari après leur divorce. Depuis, elle a épousé Bennet, avec qui elle a eu deux enfants. Parallèlement à l'histoire de ce couple blanc dont la femme est engagée dans la défense des droits des Noirs, nous suivons celle d'un couple noir, les Maqoma, tous deux militants de l'ANC et dont l'homme a effectué, au cours d'un exil à Londres, de multiples opérations clandestines, y compris sur le territoire de l'Afrique du Sud, au service de l'ANC. En inscrivant son récit au moment où les tenants de l'apartheid, impuissants à endiguer les explosions de colère répétées de la population noire des townships, ont finalement décidé d'y renoncer et de composer avec les dirigeants de l'ANC, Nadine Gordimer se donne la possibilité de décrire les attentes, les espoirs mais aussi les réactions suscités par cette mutation. Ainsi dès les premières pages évoque-t-elle « *l'année où les prisons s'ouvrirent. C'était la saison des célébrations ; des délégations de clubs sportifs, des associations de mères de famille et des bandes d'écoliers, rassemblés autour du vieux cottage de Mandela à Soweto, faisaient la queue pour l'embrasser, tandis que des diplomates étrangers se présentaient pour être filmés en train de lui serrer la main* », et un peu après « *toutes ces années, à présent révolues, silence des prisons, des disparitions, de l'exil et, pour certains, de la mort. Révolues ? Ni les invités qui rentraient dormir chez eux ni les hôtes qui ramassaient les verres sales n'auraient pu répondre.* »

Ce livre ne comporte pas d'histoire à proprement parler. L'auteur fait sans cesse s'enchevêtrer les événements familiaux qui secouent la vie de Vera – le divorce de son fils, l'homosexualité de sa fille, la décrépitude et la mort de son beau-père dans sa maison, son éloignement de Bennet – avec ceux liés à cette période au cours de laquelle les rapports entre les Noirs et les Blancs connaissent de nouvelles convulsions et où de nombreux membres de la communauté noire tentent de rentrer en possession des terres dont les Blancs les ont spoliés.

Des vies semblent s'engager dans de nouvelles voies, mais le changement le plus tangible auquel nous assistons est celui vécu par les Maqoma dont le mari se trouve mis sur la touche, pendant que sa femme, elle, se voit confier un poste dans le nouveau gouvernement. « *Elle faisait partie des gens qu'on ne pouvait désormais joindre qu'en passant par un secrétariat. Elle avait ses bureaux et son poste de commandement – ordinateurs, fax, assistantes dont elle tolérait péniblement la pauvre éducation et le défaut de compétence tout en les disciplinant et en les formant.* »

L'auteur, tout en ne cachant pas sa sympathie pour les nationalistes de l'ANC, dont elle fit d'ailleurs partie, en livre une description en demi- teinte au travers des Maqoma. Elle leur donne un coup de chapeau : « *Quel autre type de relation entre un homme et une femme pourrait faire la preuve d'autant de confiance ? Ce que signifie « confiance » pour la plupart des couples, une abstention de l'adultère, est peu de chose en comparaison ; c'était un pacte magnifique hors de portée de ceux qui ne vivent que pour eux-mêmes. Ils discutaient, ils se retrouvaient en complicité sur tel ou tel sujet* ». Mais elle ne leur ménage pas non plus ses coups de griffe en épinglant leur duplicité et leur mesquinerie de petits bourgeois, notamment lorsque leur fille tombe enceinte.

Le récit, sinueux, parce qu'il tente de restituer par touches et par petites scènes rendues sur le vif, l'ébranlement des interdits d'une époque antérieure, est parfois un peu difficile à suivre. Néanmoins beaucoup de situations sont rendues avec une telle sensibilité que l'on a plutôt envie de continuer à suivre les évolutions de Véra Stark et de ses proches.

Annie ROLIN

Personne pour m'accompagner
de Nadine Gordimer
10/18 – Domaine étranger
N° 3090 – 336 p. – 50 F

Sauve-du-mal et les tricheurs
de Dominique Muller

Les audiences de Sir John
de Bruce Alexander

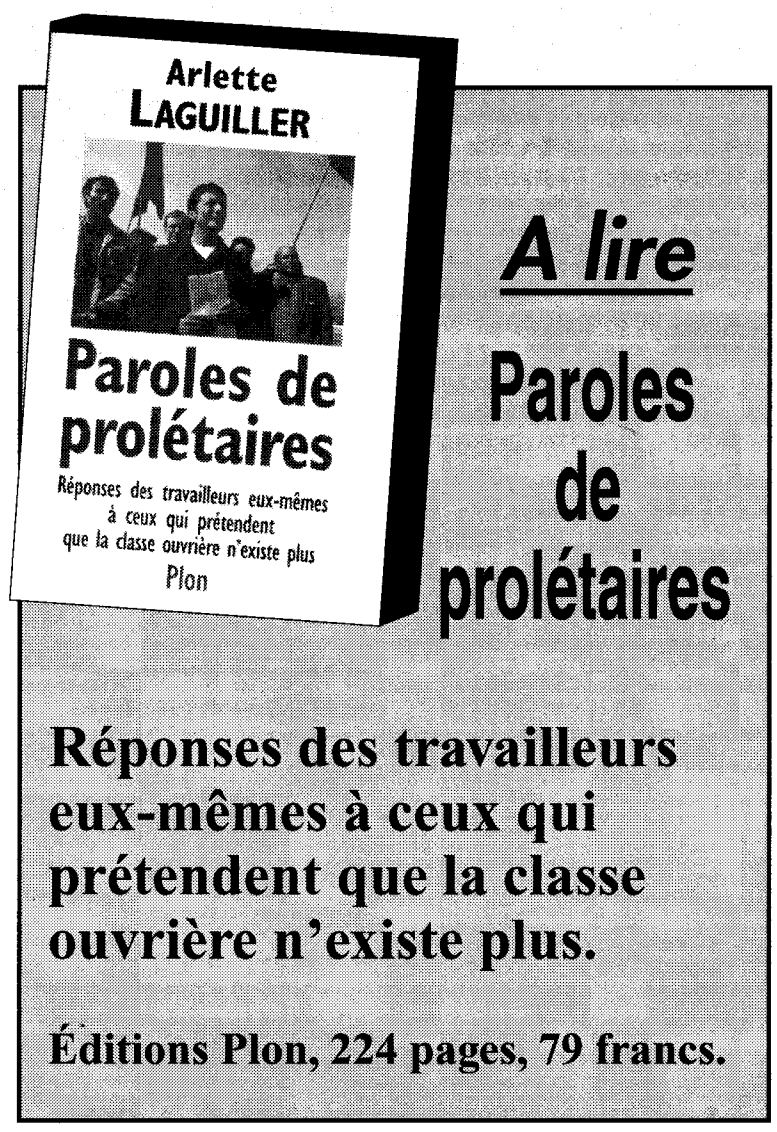
Deux séries de romans policiers ayant pour arrière-fond la société du XVIIIe siècle viennent de sortir aux éditions 10/18.

Dominique Muller situe l'action de ses romans à Paris, sous l'époque de la Régence, en 1715. Son héros est un médecin juif (ce qu'il cache soigneusement) originaire des Pays-Bas. Humaniste, esprit ouvert et progressiste, il combat l'obscurantisme, dans sa profession en premier lieu, mais aussi plus généralement toutes les superstitions, et il se tourne vers les balbutiements de la chimie et les découvertes scientifiques. Médecin des pauvres, connu dans la ville sous le surnom de « Sauve-du-Mal », il n'en est pas moins un familier du Régent, avec lequel il fait des expériences de chimie et qu'il soutient en dépit des mœurs de la Cour qu'il réprouve ; pour le héros, dans le mot « libertinage » se trouve celui de « liberté », ce qui contraste avec l'étouffement de toute idée qui marquait la fin du règne de Louis XIV. L'intrigue de ces romans se déroule dans les milieux proches du pouvoir et est l'occasion pour l'auteur de nous dresser le portrait de cette Cour si futile, même si le Régent est présenté bien souvent sous un jour favorable, mais aussi de montrer une époque où les changements dans les comportements et les idées ouvrent la voie au « Siècle des Lumières ».

Bruce Alexander nous décrit Londres à la fin de ce même XVIIIe siècle. Le juge Fielding (frère de l'écrivain auteur entre autres de *Tom Jones*), est juge de paix à Covent Garden, dans un quartier populaire de Londres. A lui revient le mérite d'avoir créé un corps de sergents de ville (les ancêtres des policiers), qui patrouillent jour et nuit dans cette ville où règne l'insécurité. Le juge Fieldind, aveugle, est aidé dans ses enquêtes par le jeune Jeremy qu'il a pris sous sa protection alors qu'il comparaissait devant lui pour un délit dont il était accusé à tort.

A une époque où voler un mouchoir pouvait vous conduire au gibet, le juge sait faire la part entre les assassins aux motifs sordides et les pauvres gens que la misère pousse à commettre des larcins, et qu'il tente d'aider, au lieu de les envoyer en prison. C'est ce Londres à la Dickens, celui des petites gens, de la population laborieuse ou des malandrins, que les enquêtes du juge Fielding nous amène à découvrir.

M. L.



Les militants de Lutte Ouvrière font étape dans votre ville

Durant tout le mois d'août, les militants et les militantes de Lutte Ouvrière continueront de parcourir différentes régions du pays.

Dans plusieurs dizaines de villes, nous souhaitons ainsi offrir à tous ceux et toutes celles qui le souhaitent la possibilité de discuter avec nous.

Qui espérons-nous rencontrer cet été ? Eh bien, évidemment, nos électeurs, fidèles ou plus récents, nos sympathisants. Mais pas seulement. Nous souhaitons aussi discuter, franchement et fraternellement, avec d'autres militants de gauche ou du mouvement ouvrier, communistes, socialistes, syndicalistes… Tous ceux, militants ou pas, qui ont été touchés par les idées que nous avons développées lors des dernières élections européennes. Enfin, tout simplement, ceux qui, ô combien à juste titre, sont indignés par la situation qui est faite aux travailleurs et qui souhaitent discuter de ce qu'il serait possible de faire.

Car si bien des travailleurs sont en vacances, le gouvernement, lui, ne chôme pas. Durant l'été, les offensives antiouvrières ont continué – un des exemples significatifs étant la baisse, décidée il y a quelques semaines par le gouvernement, des taux d'intérêts du Livret A. Ce gouvernement qui ose se dire de gauche, incapable de s'en prendre aux spéculateurs, aux capitalistes et à leurs profits, préfère, de la façon la plus mesquine, s'en prendre à l'épargne des travailleurs.

Pendant ce temps, rien n'est fait pour tenter de résoudre cette catastrophe sociale qu'est le chômage. Au contraire : durant l'été, les annonces de licenciements, à Elf, dans les banques ou ailleurs, continuent. Et des dizaines de milliers de travailleurs risquent encore de venir grossir les cohortes de chômeurs, payant seuls le prix de la course au profit du patronat.

Dans bien des entreprises, ce sont les 35 heures à la sauce Aubry qui se mettent en place. Sous couvert d'aide à l'emploi, nous voyons tous que cette loi va aggraver nos conditions de vie et de travail, en aggravant la flexibilité, en permettant des horaires extravagants, le travail du samedi ou même du dimanche… pour finalement ne créer que très peu d'emplois.

Alors oui, nous sommes de ceux qui pensent que si la colère des travailleurs éclate à la figure des patrons et des politiciens, ils l'auront cent, mille fois mérité. Et nous pensons que si des luttes sociales importantes éclatent, il sera décisif qu'elles aient comme objectif un changement radical du rapport de forces entre les travailleurs et le patronat. Sinon, ce serait, une fois de plus, lutter en vain.

Nous vous invitons donc cordialement à venir discuter du communisme, de la situation de la classe ouvrière aujourd'hui, de notre programme, de la nécessité que renaisse un grand parti qui défende réellement les intérêts politiques des exploités, et de bien d'autres choses qui concernent l'avenir du mouvement ouvrier.

Alors, venez donc nous rencontrer si nous passons dans votre ville ou sur votre lieu de vancances. Vous trouverez sous notre chapiteau notre presse hebdomadaire et mensuelle, une exposition sur la situation sociale, nos brochures, le livre *Paroles de prolétaires* d'Arlette Laguiller, un montage vidéo, et le cas échéant des informations sur l'activité de nos camarades élus dans les Conseils régionaux.

A bientôt donc, pour discuter, sous le drapeau rouge de notre chapiteau, du communisme et de la lutte de classe !

LO

LANGUEDOC

jeudi 12 août
NARBONNE (Aude)
vendredi 13 août
BEZIERS (Hérault)
samedi 14 août
VALRAS (Hérault)
lundi 16 août
PALAVAS-les-Flots (Hérault)
mardi 17 août
MONTPELLIER (Hérault)
mercredi 18 août
MONTPELLIER (Hérault)
jeudi 19 août
NîMES (Gard)
vendredi 20 août
CARNON-Plage (Hérault)
samedi 21 août
SOMMIERES (Gard)

BRETAGNE NORD

jeudi 12 août
LAMBALLE (Côtes-d'Armor)
vendredi 13 août
PLENEUF-VAL-ANDRE (Côtes-d'Armor)
samedi 14 août
DINAN (Côtes-d'Armor)

PROVENCE

jeudi 12 août
MARSEILLE L'Estaque (Bouches-du-Rhône)
vendredi 13 août
MARSEILLE Place Jean-Jaurès - La Plaine (Bouches-du-Rhône)
samedi 14 août
MARSEILLE Prado - Plage 2 (Bouches-du- Rhône)

AQUITAINE

jeudi 12 août
BISCAROSSE (Landes)
vendredi 13 août
ARCACHON (Gironde)
samedi 14 août
ANDERNOS (Gironde)

VENDEE

jeudi 12 août
L'EPINE (Vendée)
vendredi 13 août
LA BERNERIE-EN-RETZ (Loire-Atlantique)

ALSACE

lundi 16 août
MOLSHEIM (Bas-Rhin)
mardi 17 août
SAVERNE (Bas-Rhin)
mercredi 18 août
SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin)
jeudi 19 août
HAGUENAU (Bas-Rhin)
vendredi 20 août
SELESTAT (Bas-Rhin)
samedi 21 août
KAYSERSBERG (Haut-Rhin)
lundi 23 août
SAINTE-MARIE-AUX-MINES (Haut-Rhin)
mardi 24 août
HUNINGUE (Haut-Rhin)
mercredi 25 août
COLMAR (Haut-Rhin)
jeudi 26 août
COLMAR (Haut-Rhin)
vendredi 27 août
GUEBWILLER (Haut-Rhin)

LORRAINE

lundi 16 août
FORBACH (Moselle)
mardi 17 août
SAINT-AVOLD (Moselle)
mercredi 18 août
FAULQUEMONT (Moselle)
jeudi 19 août
CREUTZWALD (Moselle)
vendredi 20 août
SARREGUEMINES (Moselle)
samedi 21 août
LONGWY (Meurthe-et-Moselle)
lundi 23 août
JOEUF (Meurthe-et-Moselle)
mardi 24 août
THIONVILLE (Moselle)
mercredi 25 août
JARNY (Meurthe-et-Moselle)
jeudi 26 août
AMNEVILLE (Moselle)
vendredi 27 août
HAYANGE (Moselle)

AFP

Que nous préparent-ils cachés derrière leurs lunettes ?

LA NUIT EN PLEIN JOUR, C'EST PROPICE AUX MAUVAIS COUPS

Des pleines pages dans la presse, quelques millions de lunettes noires distribuées, que n'a-t-on pas dit ou fait sur l'éclipse ! Et toute la place a été occupée depuis des semaines par cet événement dont la phase maximum ne devait durer qu'un peu plus de deux minutes.

Il y a moins de place dans la presse pour s'indigner du plan hospitalier qui va permettre aux cliniques privées de récupérer presque toutes les opérations chirurgicales les plus courantes, donc les plus rentables, au détriment des hôpitaux publics, qui garderont les opérations les plus lourdes et les plus difficiles.

Après cela, les lits des cliniques privées n'auront pas le temps de refroidir et chaque lit va devenir encore plus rentable qu'aujourd'hui.

L'éclipse laisse moins de place dans la presse, aussi, au déremboursement d'un millier de médicaments, pourtant parmi les moins chers. A vrai dire, elle tombe à point nommé : quand on met des lunettes et qu'on regarde le soleil, on voit juste un disque lumineux, pas très gros d'ailleurs. Et quand on les met sans regarder le soleil, on ne voit rien du tout.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995